

Les verts se mac !...

UN ENTRETIEN AVEC CHRISTIAN BRODHAG, PORTE-PAROLE DES VERTS
ET ALAIN FOUSSERET, SECRÉTAIRE NATIONAL ADJOINT*

■ **Terminal : L'informatique serait-elle un plus pour résoudre démocratiquement les conflits inhérents à la gestion des problèmes de l'environnement ?**

Christian Brodhag : L'informatique apporte selon nous deux réponses : l'une avec la modélisation, l'aide au diagnostic ; l'autre relative à la communication et aux échanges d'information. Face à des problèmes complexes, comme ceux de la prévision en matière d'énergie, on est obligé de mettre en cohérence des données techniques, scientifiques et économiques par la modélisation. Ceci pose certes un problème d'accès à une expertise extérieure. C'est pourquoi Haroun Tazieff refuse d'ailleurs ce principe dans le domaine de l'effet de serre.

Plus les modèles sont compliqués, moins ils sont compréhensibles. Par ailleurs, je pense que l'intérêt du modèle est avant tout de susciter le débat plutôt que de prédire des résultats. On ne pourra jamais valider le modèle par la réalité.

■ **Terminal : C'est la première fois qu'un mouvement politique se bâtit à partir d'une prétention scientifique. La question de la modélisation et de ses limites est importante. Existe-t-il selon vous des bons et des mauvais modèles ?**

C. B. : Les systèmes complexes se régulent par la création de nouvelles relations ; dans un modèle on fige les relations et on joue sur les niveaux de variables. Là est la différence entre complication et complexité. La complication d'un modèle, c'est la complexité gelée à un instant T. Il faut donc différents types de modèle avec différents points de vue pour restituer la complexité de la réalité. J'ai participé à la commission Chartier qui avait mis en place l'AFME après 1981. Les chercheurs de Grenoble qui avaient mis au point le modèle Médée, avaient signalé que celui-ci n'avait pas été utilisé par les services du Plan dans son domaine de validité. Une personne du plan avait alors rétorqué : "oui, mais il tourne très bien !". Le modèle prend vite son autonomie. Jamais le modèle ne permettra

de faire des choix à notre place. En revanche il éclaire les choix et structure un peu les idées.

■ **Terminal : L'écologie est-elle une pensée anti-technique ?**

C. B. : Il faut distinguer les technologies "carrefour" des technologies type "verrou". Les techniques ne sont pas neutres sur la société. Certaines sont très structurantes. Comme l'informatique "lourde" sur gros système par opposition à la micro. Nous ne sommes pas anti technique, nous prenons juste du recul. Il y a toute une série de problèmes qui pourrait être résolue sans avoir recours à la technique.

■ **Terminal : Oui, mais la "maîtrise" de la nature s'est faite à travers une montée technologique ?**

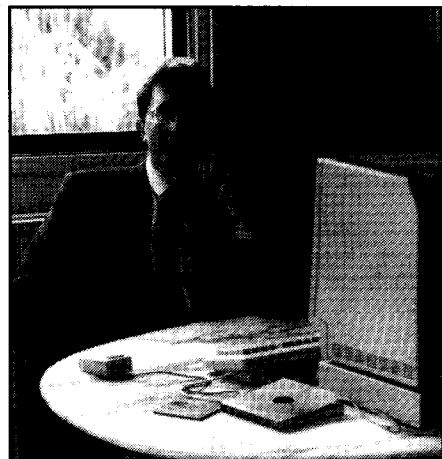
C. B. : Certes, on n'empêchera pas l'homme d'agir sur les écosystèmes.

Un de nos problèmes est de restituer la nature comme un partenaire et non un adversaire à asservir.

■ **Terminal : Quelle est l'approche écologiste de la montée du technique, de l'artificiel ?**

Alain Fousseret : Tout dépend de ce que l'on fait de l'outil. Un exemple : nous avons créé une télévision locale, de proximité. A côté de ça, il y a les chaînes nationales qui privilégient le sensationnel. C'est pourtant le même outil.

■ **Terminal : Les Verts sont opposés aux autoroutes. En revanche, ils ne se sont pas prononcés sur le réseau minitel national. Peut-être y'avait-il une alternative comme aux USA où l'on a préféré les micros équipés de modem. Il y a les mêmes techniques de base -l'électronique-, qui peuvent selon les décisions politiques prendre des formes sociales différentes.**



Christian Brodhag, porte-parole des Verts

C. B. : On a peut-être manqué d'activité dans ce domaine, mais nous partageons votre analyse.

■ **Terminal : Comment les verts utilisent-ils l'informatique en interne ?**

A. F. : Nous avons choisi le Macintosh. Notre but était d'avoir un outil le plus convivial possible. À terme, nous envisageons un réseau en étoile. Nous faisons beaucoup de P.A.O. Tous nos débats de collège exécutif et de conseil national sont saisis en temps réel sur des Mac. Chaque intervenant peut modifier le compte-rendu très facilement. Notre mouvement est très décentralisé. Chacun peut rédiger des communiqués et nous les envoyer par "Interpom" via le réseau téléphonique. Nous possédons également un logiciel de comptabilité que nous diffusons à nos trésoriers de région. Nous n'avons pas supprimé d'emploi, nous sommes encore plus nombreux.

Nous utilisons également les micros pour voter en AG afin d'avoir un dépouillement immédiat.

■ **Terminal : Et au niveau télématique ?**

A. F. : Notre démarche a été douce.

* Mis en forme par Catherine SAILLY

Nous avons commencé par un petit serveur local à Belfort avec le réseau RTC, puis nous avons développé le principe au niveau national. Un souci constant : le service télématique ne doit pas être une pompe à fric des militants, nous avons choisi le 36 14. Nous comptabilisons aujourd'hui 1000 connexions par mois. Sur le service il y a différentes rubriques : BALS, communiqués de presse, agendas et messagerie aujourd'hui limitée au conseil national et au collège exécutif. Pour 10 frs. par mois, n'importe quel adhérent peut y avoir sa boîte à lettres. Le 2 août 1990 à 10 heures du matin, sur 36 14 LES VERTS, les verts s'étaient déjà prononcés pour l'embargo contre l'Irak ; les groupes locaux avaient déjà une position commune. Dans l'année 91, nous installerons des micro-serveurs régionaux et des BALS pour tous les membres. En projet également pour cette année, des "salles de réunions" télématiques pour les réunions à distance et le vote télématique pour la consultation des adhérents et le référendum d'initiative militante.

■ **Terminal : Sous la pression des médias, vous rentrez dans une logique de "vitesse". Comment réagissez-vous ?**

C. B. : Aujourd'hui encore, n'importe quel militant peut interpellier un dirigeant. Pourvu que ça dure ! Mais la vitesse et les déplacements s'imposent aux responsables de Verts. Souvent, on défend un mode de vie et on vit le contraire !

■ **Terminal : Quelle serait la politique des députés verts en matière de choix technologiques au Parlement français ?**

C. B. : Nous n'avons pas encore eu de vrais débats politiques sur la question. Quoi qu'il en soit, je pense que la politique est un lieu d'arbitrage, il doit permettre que s'expriment au sein de la société civile des points de vue opposés.

Nous essayons de donner des moyens d'expression aux associations qui défendent une vision. Tout cela s'est notamment traduit par une ouverture au niveau de la liste européenne. En ce qui concerne la politique scientifique en général, je pense que le principe même de la communauté scientifique est l'indépendance. Dans ce sens, les pouvoirs publics ne doivent pas créer une haute autorité scientifique structurée, mais garantir l'indépendance et la diversité des structures de recherche. Pour les verts, nous souhaitons pouvoir faire appel à des gens compétents au moment

souhaité dans le but d'organiser des forums entre les commissions des verts et les associations, les syndicats...

■ **Terminal : Que pensez-vous de la création des comités d'experts ?**

C. B. : S'ils sont pluralistes comme le comité d'éthique, pourquoi pas ?

On doit retrouver dans les comités, des sociologues, des économistes, des syndicalistes, et non uniquement des chercheurs et les industriels concernés. Toutefois, ces outils ne créeront pas le débat social autour des problèmes scientifiques ; la société civile doit jouer un rôle qu'il incombe au pouvoir politique de stimuler.

De plus, c'est la communauté scientifique qui fait la Science et non des experts.

■ **Terminal : Le ministère de l'environnement projette des systèmes experts et des banques de données pour agir par rapport à la protection de l'environnement. Est-ce par l'utilisation de l'artificiel que l'on va retrouver une meilleure régulation des équilibres naturels ? N'y a-t-il pas un paradoxe ?**

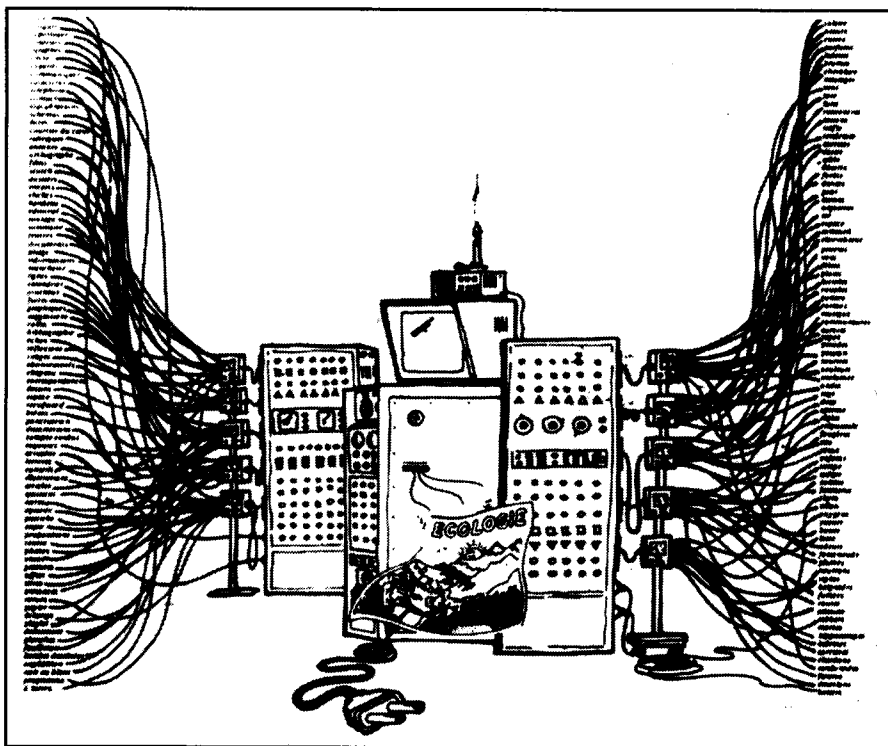
C. B. : Réunir des informations, des données objectives sur l'environnement, les rendre accessibles, c'est un bon point.

Mais, ne nous donnons pas l'illusion que nous pourrions choisir notre nature.

A ce propos, nous sommes en désaccord avec Brice Lalonde qui parle de choisir sa Nature. Mais cette querelle sémantique est un détail à côté du risque d'écot fascisme. Certains pourraient imaginer de déplacer les populations en fonction des ressources naturelles par exemple !

■ **Terminal : On assiste aujourd'hui à une montée de l'écolo business, à une activité d'engineering écologique. La défense de l'environnement devient une économie spécialisée bientôt confiée aux entreprises. Comment vous positionnez-vous ?**

C. B. : Les problèmes de l'environnement et de dépollution ne doivent pas trouver de réponse au seul niveau économique. Les entreprises de l'écobusiness ne sont très souvent qu'une réponse partielle par rapport au problème écologique dans le domaine de l'humain, de la démocratie, du social ; il ne s'agit plus alors que de guérir et non de prévenir. Brice Lalonde a dit : "A côté de chaque usine polluante, nous allons construire une usine pour dépolluer". Nous ne sommes pas d'accord. Comme l'a souligné Antoine Wechter, quand dans une pièce un robinet coule, le fou prend une éponge, l'écologiste arrête le robinet. L'écologisme se veut radical, c'est à dire s'attaquant aux racines du mal.



Dessin paru dans Ecologie Infos n° 399